

LÉNINE L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

Le texte d'origine a été rédigé par Lénine en août-septembre 1917, en plein cœur des événements de la révolution russe. C'est dire l'importance qu'attachait Lénine à l'analyse du problème de l'Etat.

Nous avons voulu rendre ce texte accessible aisément pour un ouvrier d'aujourd'hui. Si, dans le texte original, certaines formules, certains styles de rédaction, et certaines références sont dépassés et rendent la lecture difficile, le fond et les idées restent entièrement d'actualité.

Lénine écrivait pour donner des armes aux travailleurs, pour leur lutte d'émancipation. Notre souhait est que ces "**Extraits**" redeviennent une des armes qui manquent cruellement au monde du travail.

Nous avons choisi de procéder uniquement à des coupures, souvent très courtes (parfois un mot), certaines plus longues (plusieurs paragraphes) en veillant à conserver chacune des idées essentielles ainsi que le déroulement de l'ensemble, et en cherchant à concentrer l'attention sur la démonstration voulue par Lénine.

Et nous encourageons ceux qui découvrent ou retrouvent ces textes à se plonger aussi dans toute la richesse du texte d'origine.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ DE CLASSES ET L'ÉTAT

1. L'ÉTAT, PRODUIT DE CONTRADICTIONS DE CLASSES INCONCILIABLES

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux penseurs révolutionnaires et chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de "consoler" les

classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire.

C' est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le coté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie.

Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'État. Pour cela, il est nécessaire d'emprunter toute une série de longues citations aux oeuvres mêmes de Marx et d'Engels.

Commençons par l'ouvrage le plus répandu de Fr. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

"L'État, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre" ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État".

Ici se trouve exprimée en toute clarté l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'État. L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'État prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

C'est précisément sur ce point essentiel et capital que commence la déformation du marxisme, déformation qui suit deux lignes principales.

D'une part, les idéologues bourgeois "corrigent" Marx de telle sorte que l'État apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'État est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un "ordre" qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. Selon l'opinion des politiciens bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre. Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui *ne peut pas* être conciliée avec la classe qui lui est opposée, c'est ce que la démocratie bourgeoise ne peut jamais comprendre.

D'autre part, il y a la déformation beaucoup plus subtile. "Théoriquement", on ne conteste ni que l'État soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le

fait suivant : si l'État est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui "lui devient *de plus en plus étranger*", il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'État qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère "étranger". Cette conclusion, théoriquement claire par elle-même, Marx l'a tirée avec une parfaite précision, comme nous le verrons plus loin, de l'analyse historique concrète des tâches de la révolution. Et c'est précisément cette conclusion que Kautsky — nous le montrerons en détail dans la suite de notre exposé — a... "oubliée" et dénaturée.

2. DÉTACHEMENTS SPÉCIAUX D'HOMMES ARMÉS, PRISONS, ETC.

"... Par rapport à l'ancienne organisation gentilice (régime de la commune primitive ou première formation sociale de l'histoire de l'humanité), poursuit Engels, l'État se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants d'après le territoire..."

Cette répartition nous paraît "naturelle", mais elle a nécessité une lutte de longue haleine contre l'ancienne organisation par tribus ou par clans.

"... En second lieu vient l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque État ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitenciers de toutes sortes, qu'ignorait la société gentilice..."

Engels développe la notion de cette "force" qui s'appelle l'État, force issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étrangère. Cette force, en quoi consiste-t-elle principalement ? En des détachements spéciaux d'hommes armés disposant de prisons, etc.

Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout État "ne coïncide plus directement" avec la population armée.

Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients. L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État ; mais comment pourrait-il en être autrement ?

L'"organisation armée autonome de la population" est impossible parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement "autonome" entraînerait une lutte armée entre elles.

L'État se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'État, nous montre de la façon la plus évidente la lutte de classe toute nue, comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui *la* servaient, et

comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploités, mais les exploités.

Mais revenons à l'exposé d'Engels.

Il montre que cette force publique, d'une façon générale, se renforce :

"Elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accroissent à l'intérieur de l'État et que les États limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés ; considérons plutôt notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière, et même l'État."

Ces lignes furent écrites, au plus tard, au début des années 1890. Depuis, la "rivalité de conquêtes" a fait un pas de géant, d'autant plus que peu après 1910 le globe s'est trouvé définitivement partagé entre ces "conquérants rivaux", c'est-à-dire entre les grandes puissances. Les armements militaires et navals se sont depuis lors démesurément accrus, et pendant la guerre de rapine de 1914-1917 pour la domination de l'Angleterre ou de l'Allemagne sur le monde, pour le partage du butin, un pouvoir d'État rapace a "dévoré" toutes les forces de la société à un tel point qu'on se trouve au seuil d'une catastrophe totale.

3. L'ÉTAT, INSTRUMENT D'EXPLOITATION DE LA CLASSE OPPRIMÉE

Pour entretenir une force publique, spéciale, placée au-dessus de la société, il faut des impôts et une dette publique.

"Disposant de la force publique et du droit de faire rentrer les impôts, écrit Engels, les fonctionnaires sont placés *au-dessus* de la société. La libre estime qu'on témoignait de plein gré aux organes de l'organisation gentilice ne leur suffit point, même en supposant qu'ils pourraient en jouir"... Il faut assurer leur autorité par des lois d'exception, grâce auxquelles ils jouissent d'une sainteté et d'une inviolabilité particulières. "Le plus vil policier"... a plus d'"autorité" que tous les organismes réunis de la société gentilice ; mais le plus grand chef militaire de la civilisation peut envier au moindre chef gentilice l'estime spontanée et incontestée dont il jouissait..."

Dans la république démocratique, poursuit Engels, "la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre" à savoir : premièrement, par la "corruption directe des fonctionnaires" (Amérique) ; deuxièmement, par l'"alliance du gouvernement et de la Bourse" (France et Amérique).

Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont "développé", jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en oeuvre la toute-puissance de la richesse.

La toute-puissance de la "richesse" est *plus sûre* en république démocratique parce qu'elle ne dépend pas d'insuffisance du mécanisme politique, des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure

forme possible du capitalisme ; aussi bien le capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel aussi d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, est :

"... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'État actuel."

Les démocrates petits-bourgeois attendent précisément quelque chose "de plus" du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, "dans l'État *actuel*", est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est faussée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes "officiels".

Voici le résumé d'ensemble de ses conceptions :

"L'État n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'État et du pouvoir d'État. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'État une nécessité.

Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'État tombe inévitablement avec elles.

La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze." (Engels)

4. "EXTINCTION" DE L'ÉTAT ET RÉVOLUTION VIOLENTE

Les formules d'Engels sur l'"extinction" de l'État mettent bien en relief ce qui fait le fond de la falsification du marxisme :

"Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et d'oppositions de classes et également l'État en tant qu'État. La société antérieure, évoluant dans

des oppositions de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'État était le représentant officiel de toute la société mais il était l'État de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, l'État des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen-âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie.

Dés qu'il n'y a plus de classes sociales à tenir dans l'oppression ; dés que, avec la domination de classes et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un État. Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État.

L'intervention d'un pouvoir d'État dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'État n'est pas "aboli", il *s'éteint*. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l'"État populaire libre", tant du point de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique ; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'État doit être aboli du jour au lendemain" (Anti-Dühring).

Ce raisonnement d'Engels, si remarquable par sa richesse de pensée, n'a laissé, dans les partis socialistes d'aujourd'hui, d'autre trace de pensée socialiste que la notion d'après laquelle l'État "s'éteint". Après une telle "interprétation", il ne reste que la vague idée d'un changement lent, égal, graduel, sans bond ni tempêtes, sans révolution.

Premièrement. Engels parle ici de la "suppression", par la révolution prolétarienne, de l'État *de la bourgeoisie*, tandis que ce qu'il dit de l'"extinction" se rapporte à ce qui subsiste de l'État *prolétarien*, après la révolution socialiste. L'État *bourgeois*, selon Engels, ne s'"éteint" pas ; il est "*supprimé*" par le prolétariat au cours de la révolution. Ce qui s'éteint après cette révolution, c'est l'État prolétarien, autrement dit un demi-État.

Deuxièmement. L'État est un "pouvoir spécial de répression". Cette définition admirable et extrêmement profonde d'Engels est énoncée ici avec la plus parfaite clarté. Et il en résulte qu'à ce "pouvoir spécial de répression" exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un "pouvoir spécial de répression" exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste la "suppression de l'État en tant qu'État". Et c'est en cela que consiste l'"acte" de prise de possession des moyens de production au nom de la société. Il va de soi que *pareil* remplacement d'un "pouvoir spécial" (celui de la bourgeoisie) par un autre "pouvoir spécial" (celui du prolétariat) ne peut nullement se faire sous forme d'"extinction".

Troisièmement. Cette "extinction" ou même pour employer une expression plus imagée et plus saillante, cette "mise en sommeil", Engels la rapporte sans aucune ambiguïté possible à l'époque *consécutive* à la "prise de possession des moyens de production par l'État au nom de toute la société", c'est à dire *consécutive* à la révolution socialiste. Nous savons tous qu'à ce moment là la forme politique de l'"État" est la démocratie la plus complète. Cela paraît fort étrange à première vue. Pourtant, ce n'est "inintelligible" que pour quiconque n'a pas réfléchi à ce fait que la démocratie, c'est *aussi* un État et que, par conséquent, lorsque l'État aura disparu, la démocratie disparaîtra également. L'État en général, c'est à dire la démocratie la plus complète, ne peut que "s'éteindre".

Quatrièmement L'"État populaire libre" était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise du concept de démocratie. Il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout État en général.

Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'État pour le prolétariat en régime capitaliste ; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout État est un "pouvoir spécial de répression" dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, *aucun* État n'est *ni* libre *ni* populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leur camarades de parti dans les années 70.

Cinquièmement. Voici ce raisonnement d'Engels :

"... Que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle" (que celui d'être source du mal), "un rôle révolutionnaire ; que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes — de cela, pas un mot chez M. Dühring. C'est dans les soupirs et les gémissements qu'il admet que la violence soit peut-être nécessaire pour renverser le régime économique d'exploitation, — par malheur !" (*Anti-Dühring*)

Nous avons déjà dit que la doctrine de Marx et d'Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable, concerne l'État bourgeois. Celui-ci *ne peut* céder la place à l'État prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'"extinction", mais seulement en règle générale, par une révolution violente. La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée —et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de *cette* propagande, de *cette* agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois. La suppression de l'État prolétarien, c'est à dire la suppression de tout État, n'est possible que par voie d'"extinction".

Marx et Engels ont développé ces vues d'une façon détaillée et concrète, en étudiant chaque situation révolutionnaire prise à part, en analysant les enseignements tirés de l'expérience de chaque révolution. Nous en arrivons à cette partie, incontestablement la plus importante, de leur doctrine.

CHAPITRE II

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION L'EXPÉRIENCE DES ANNÉES 1848-1851

1. LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Les premières oeuvres du marxisme arrivées à sa maturité, la *Misère de la Philosophie* et le *Manifeste communiste*, paraissent juste à la veille de la révolution de 1848.

"... La classe laborieuse, écrit Marx dans la *Misère de la Philosophie*, substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association, qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile".

Il est instructif de comparer à cet exposé l'exposé donné dans le *Manifeste communiste* écrit par Marx et Engels à quelques mois de là, plus précisément en novembre 1847.

"...Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution" (littéralement : l'élévation) "du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie."

"Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives".

L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'État, celle de la "dictature du prolétariat" (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'État, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "*L'État, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante.*"

Cette définition de l'État a été très précisément oubliée parce qu'elle est absolument inconciliable avec le réformisme ; elle heurte de front les préjugés opportunistes habituels et les illusions petites-bourgeoises quant à l'"évolution pacifique de la démocratie".

L'État est l'organisation spéciale d'un pouvoir ; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat

doit mater ? Évidemment la seule classe des exploiters, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'État que pour réprimer la résistance des exploiters ; or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un État placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe siècle et au XXe.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Étant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de *toutes* les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte *indépendante* pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'État et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la *domination politique* du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en *classe dominante* capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique *toutes* les masses laborieuses et exploitées.

Le prolétariat a besoin du pouvoir d'État, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiters que pour *diriger* la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise en place" de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de *mener le peuple tout entier* au socialisme, de diriger

et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse, qui "s'accrochent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aïnesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

Mais si le prolétariat a besoin de l'État en tant qu'organisation *spéciale* de la violence *contre* la bourgeoisie, une question s'impose : une telle organisation est-elle concevable sans que soit au préalable détruite, démolie, la machine d'État que la bourgeoisie a créée *pour elle-même* ? C'est à cette question que nous amène le *Manifeste communiste* et c'est elle que parle Marx quand il résume l'expérience de la révolution de 1848-1851.

2. LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION

Traitant de la question de l'État, qui nous préoccupe ici, Marx fait le bilan de la révolution de 1848-1851, dans son *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, en développant le raisonnement suivant :

"Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851" (date du coup d'État de Louis Bonaparte), "elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le *pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches *pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction*" (souligné par nous). "Et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe !"

"Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser." La première révolution française a développé la centralisation, "mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'État". La monarchie légitime et la monarchie de Juillet "ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail..."

..."La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. *Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser*" (souligné par nous). "Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête

de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur" (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*).

Dans ce remarquable aperçu le marxisme accomplit un très grand pas en avant par rapport au *Manifeste communiste*, où la question de l'État était encore posée d'une manière très abstraite. Ici, la question est posée de façon concrète et la destruction est éminemment précise, définie : toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'État ; or il faut la briser, la démolir.

Cette déduction est le principal, l'essentiel, dans la doctrine marxiste de l'État. Et c'est cette chose essentielle qui a été non seulement tout à fait *oubliée* mais franchement *dénaturée*.

Le *Manifeste communiste* tire les leçons de l'ensemble de l'histoire, qui montre dans l'État un organisme de domination de classe et aboutit à cette conclusion nécessaire : le prolétariat ne saurait renverser la bourgeoisie avant d'avoir conquis le pouvoir politique, avant d'avoir établi sa domination politique, d'avoir érigé en État "le prolétariat organisé en classe dominante". La question de savoir en quoi doit consister, du point de vue du développement historique, cette substitution de l'État prolétarien à l'État bourgeois, n'est pas posée ici.

Cette question, Marx la pose et la résout en 1852. Il prend comme base d'expérience historique les grandes années de la révolution de 1848-1851. Là, comme toujours, la doctrine de Marx *dresse un bilan de l'expérience vécue* éclairé par une conception philosophique profonde et par une connaissance étendue de l'histoire.

La question de l'État est posée de façon concrète : comment est né historiquement l'État bourgeois, la machine d'État nécessaire à la domination de la bourgeoisie ? Quelles transformations, quelle évolution cette machine d'État a-t-elle subies au cours des révolutions bourgeoises et lorsqu'elle s'est heurtée aux mouvements d'indépendance des classes opprimées ? Quelles sont les tâches du prolétariat à son égard ?

Le pouvoir d'État centralisé, propre à la société bourgeoise, est apparu à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus caractéristiques de cette machine d'État sont : la bureaucratie et l'armée permanente.

Le développement, le perfectionnement, la consolidation de cet appareil bureaucratique et militaire se poursuivent à travers la multitude des révolutions bourgeoises dont l'Europe a été le théâtre depuis la chute de la féodalité. C'est en particulier, la petite bourgeoisie qui est attirée aux côtés de la grande et lui est soumise, dans une large mesure, au moyen de cet appareil qui dispense aux couches supérieures de la paysannerie, des petits artisans, des petits commerçants, etc., des emplois relativement commodes, tranquilles et honorables, plaçant leurs bénéficiaires *au-dessus* du peuple.

Ce ne sont pas des déductions logiques, mais le développement réel des événements, l'expérience vécue des années 1848-1851, qui ont conduit à poser ainsi le problème. A quel point Marx s'en tient strictement aux données de l'expérience historique on le voit par le fait qu'en 1852, il ne pose pas encore la question concrète de

savoir *par quoi* remplacer cette machine d'État qui doit être détruite. L'expérience n'avait pas encore fourni à l'époque, les matériaux nécessaires pour répondre à cette question, que l'histoire mettra à l'ordre du jour plus tard, en 1871. En 1852, on pouvait seulement constater, avec la précision propre aux sciences naturelles, que la révolution prolétarienne *abordait* cette tâche : "concentrer toutes les forces de destruction" contre le pouvoir d'État, "briser" la machine d'État.

On se demandera peut-être s'il est juste de généraliser l'expérience, les observations et les conclusions de Marx, et de les appliquer au-delà des limites de l'histoire de France de ces trois années : 1848-1851 ?

Jetons un regard d'ensemble sur l'histoire des pays avancés à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Nous verrons que le même processus s'est opéré plus lentement, sous des formes plus variées, dans une arène beaucoup plus vaste ; d'une part, élaboration d'un "pouvoir parlementaire" aussi bien dans les pays républicains (France, Amérique, Suisse) que dans les pays monarchiques (Angleterre, Allemagne, jusqu'à un certain point, Italie, pays scandinaves, etc.) ; d'autres part, lutte pour le pouvoir entre les différents partis bourgeois et petits-bourgeois qui se sont partagé et repartagé comme "butin" les sinécures administratives, les fondements de l'ordre bourgeois restant inchangés ; enfin, perfectionnement et consolidation du "pouvoir exécutif", de son appareil bureaucratique et militaire.

Nul doute que ce soient là les traits communs à toute l'évolution moderne des États capitalistes en général. En trois années, de 1848 à 1851, la France a montré sous une forme nette et ramassée, dans leur succession rapide, ces mêmes processus de développement, propres à l'ensemble du monde capitaliste.

Plus particulièrement, l'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'État — montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'État", l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres.

Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit à la "concentration de toutes les forces" de la révolution prolétarienne en vue de la "destruction" de la machine d'État.

Par quoi le prolétariat la remplacera-t-il ? La Commune de Paris fournit à ce sujet une documentation des plus instructives.

3. COMMENT MARX POSAIT LA QUESTION EN 1852

Mehring a publié en 1907 dans la *Neue Zeit* des extraits d'une lettre de Marx à Weydemeyer, en date du 5 mars 1852 :

"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient le développement

historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que l'existence *des classes* n'est liée qu'à des *phases du développement historique de la production* ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la *dictature du prolétariat* ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'*abolition de toutes les classes* et à une *société sans classes*"...

Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme.

L'opportunisme *n'étend pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'État de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie).

Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'État, qui ont compris que la dictature *d'une* classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la "société sans classes", du communisme. Les formes d'États bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces États sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, *une dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat*.

CHAPITRE III

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION L'EXPÉRIENCE DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) ANALYSE DE MARX

1. EN QUOI LA TENTATIVE DES COMMUNARDS EST-ELLE HÉROÏQUE ?

Marx ne se contenta pas d'admirer l'héroïsme des communards "montant à l'assaut du ciel" selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique, d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule "correction" que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste*, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du *Manifeste communiste* "est aujourd'hui vieilli sur certains points".

"La Commune, notamment, a démontré, poursuivent-ils, que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte."

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx : *La Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste*.

L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la "machine de l'État toute prête", et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

"Dans le dernier chapitre de mon *18 Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *briser*. (souligné par Marx). C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'on tenté nos héroïques camarades de Paris."

"Briser la machine bureaucratique et militaire" : en ces mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'État au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée !

Deux points sont à souligner dans ce passage de Marx. En premier lieu, il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871, quand l'Angleterre était encore un modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et , dans une large mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il une exception pour l'Angleterre, où la

révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet sans destruction préalable de la "machine de l'État toute prête".

Aujourd'hui, en 1917 à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants de la "liberté" anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme), ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique, "la condition première de toute révolution populaire réelle" c'est la *démolition*, la *destruction* de la "machine de l'État toute prête".

En second lieu, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx, que la destruction de la machine militaire et bureaucratique de l'État est "la condition première de toute révolution *populaire* réelle".

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être "populaire" et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le "peuple" étaient justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la "machine bureaucratique et militaire" les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel est véritablement l'intérêt du "peuple", de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la "condition première" de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires ; et, sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

Ainsi donc, Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes. D'autre part, il constatait que la "démolition" de la machine de l'État est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce "parasite" et son remplacement par quelque chose de nouveau.

Par quoi précisément ?

2. PAR QUOI REMPLACER LA MACHINE D'ETAT DÉMOLIE ?

A cette question Marx ne donnait encore, en 1847, dans le *Manifeste communiste* qu'une réponse tout à fait abstraite, ou plutôt une réponse indiquant les problèmes, mais non les moyens de les résoudre. La remplacer par "l'organisation du prolétariat en classe dominante", par la "conquête de la démocratie", telle était la réponse du *Manifeste communiste*.

Marx attendait de l'*expérience* du mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en tant que classe dominante, de quelle manière précise cette organisation se concilierait avec la plus entière, la plus conséquente "conquête de la démocratie".

Aussi limitée qu'ait été l'expérience de la Commune, Marx la soumet à une analyse des plus attentives dans sa *Guerre civile en France* :

Au XIXe siècle, s'est développé, transmis par le moyen âge, "le pouvoir centralisé de l'État avec ses organismes partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature". (...) Après la révolution de 1848-1849, le pouvoir d'État devient "l'engin de guerre national du Capital contre le Travail". Le second empire ne fait que le consolider.

"L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune." "La Commune a été la forme positive" "d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même..."

En quoi consistait précisément cette forme "positive" de république prolétarienne socialiste ? Quel était l'État qu'elle avait commencé de fonder ?

"... Le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes..."

"... La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers et des représentants reconnus de la classe ouvrière..."

"... Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune" "responsable et à tout instant révocable... Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration... Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des *salaires d'ouvriers*. Les pots-de-vin traditionnels et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments matériels du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... ils devaient être électifs, responsables et révocables..." (Karl Marx : *La Guerre civile en France*)

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'État brisée en instituant une démocratie "simplement" plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce "simplement" représente une oeuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres, foncièrement différentes. C'est là justement un cas de "transformation de la quantité en qualité" : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoisie, devient prolétarienne : d'État (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée) elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un État.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait

toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, *il n'est plus besoin* d'un "pouvoir spécial" de répression ! C'est en ce sens que l'État *commence à s'éteindre*. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d'État sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire. A cet égard, une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de *tous* les fonctionnaires au niveau des "*salaires d'ouvriers*". C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le *tournant* qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'État en tant que "*pouvoir spécial*" destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le *pouvoir général* de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans.

La culture capitaliste *a créé* la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et, sur *cette base*, l'immense majorité des fonctions du vieux "pouvoir d'État" se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple "salaire d'ouvrier" ; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, "hiérarchique".

Électivité complète, révocabilité *à tout moment* de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal "salaire d'ouvrier", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi", qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme.

Ces mesures concernent la réorganisation de l'État, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de "l'expropriation des expropriateurs", c'est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

"La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant les deux grandes sources de dépenses : l'armée permanente et le fonctionnarisme."

Seule une infime minorité de la paysannerie, ainsi que des autres couches de la petite bourgeoisie, "s'élève", "arrive" au sens bourgeois du mot, c'est-à-dire que seuls quelques individus deviennent ou des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires nantis et privilégiés. L'immense majorité des paysans, dans tout pays capitaliste où il existe une paysannerie (et ces pays sont en majorité), sont opprimés par le gouvernement et aspirent à le renverser, ils aspirent à un gouvernement "à bon marché". Le prolétariat peut *seul* s'acquitter de cette tâche et, en l'exécutant, il fait du même coup un pas vers la réorganisation socialiste de l'État.

3. SUPPRESSION DU PARLEMENTARISME

"La Commune, écrivait Marx, devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois"

... "Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes — comme le suffrage individuel à tout autre employeur — à recruter des ouvriers, des surveillants, des comptables pour ces entreprises."

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Mais si l'on pose la question de l'État, si l'on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans *ce* domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s'en passer ?

Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'"État" se fait dans la coulisse : elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le "bon peuple".

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes, directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, *n'est plus*. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organisme représentatif ; mais nous pouvons et *devons* la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est par pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase "électorale" destinée à capter les voix des ouvriers.

Il est extrêmement symptomatique que, parlant des fonctions de *ce* personnel administratif qu'il faut à la Commune comme à la démocratie prolétarienne, Marx prenne comme terme de comparaison le personnel "de tout autre employeur", c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec ses "ouvriers surveillants et comptables".

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une société "nouvelle". Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la *naissance* de la société nouvelle à *partir* de l'ancienne, les formes de

transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il "se met à l'école" de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'hésitèrent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée.

Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais *briser* d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela *n'est pas* une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire.

Le capitalisme simplifie les fonctions administratives "étatiques" ; il permet de rejeter les "méthodes de commandement" et de tout ramener à une organisation des prolétaires (classe dominante) qui embauche, au nom de toute la société, "des ouvriers, des surveillants, des comptables".

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne "rêvons" pas de nous passer *d'emblée* de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, "de surveillants et de comptables".

Mais c'est au prolétariat, avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit dès à présent, du jour au lendemain, commencer à remplacer les "méthodes de commandement" propres aux fonctionnaires publics par le simple exercice d'une "surveillance et d'une comptabilité", fonctions toutes simples qui, dès aujourd'hui, sont parfaitement à la portée de la généralité des citoyens, et dont ils peuvent parfaitement s'acquitter pour des "salaires d'ouvriers".

C'est *nous-mêmes*, les ouvriers, qui organiseront la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'État des ouvriers armés : nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simple agents d'exécution de nos directives, au rôle "de surveillants et de comptables", responsables, révocables et modestement rétribués (tout en conservant, bien entendu, les spécialistes de tout genre, de toute espèce et de tout rang) : voilà *notre* tâche prolétarienne, voilà par quoi l'on peut et l'on doit *commencer* en accomplissant la révolution prolétarienne.

Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à l'"extinction" graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre — sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié — où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions spéciales d'une catégorie spéciale d'individus.

Un spirituel a dit de la *poste* qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole *capitaliste* d'État. L'impérialisme transforme progressivement tous les trusts en organisation de ce type. Les "simples" travailleurs accablés de besogne et affamés, y restent soumis à la même bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploités matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'État actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de "parasitisme", et que les ouvriers associés peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes en embauchant des techniciens, des surveillants, des comptables, en rétribuant leur travail à *tous*, de même que celui de *tous* les fonctionnaires "publics", par un salaire d'ouvrier. Telle est la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, et qui affranchit les travailleurs de l'exploitation en tenant compte de l'expérience déjà commencée pratiquement par la Commune (surtout dans le domaine de l'organisation de l'État).

Toute l'économie nationale organisée comme la poste, de façon que les techniciens, les surveillants, les comptables reçoivent, comme *tous* les fonctionnaires, un traitement n'excédant pas des "salaires d'ouvriers", sous le contrôle et la direction du prolétariat armé : tel est notre but immédiat. Voilà l'État dont nous avons besoin, et sa base économique. Voilà ce que donneront la suppression du parlementarisme et le maintien des organismes représentatifs, — voilà ce qui débarrassera les classes laborieuses de la corruption de ces organismes par la bourgeoisie.

4. ORGANISATION DE L'UNITÉ DE LA NATION

"... Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne..." Ce sont les communes qui auraient également élu la "délégation nationale" de Paris.

"... L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la constitution communale."

Dans les considérations de Marx sur l'expérience de la Commune, il n'y a pas trace de fédéralisme.

Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la "démolition" de la machine d'État actuelle.

Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste. Et, dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme.

Si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en main le pouvoir d'État, s'organisent en toute liberté au sein des communes et *unissent* l'action de toutes les communes pour frapper le Capital, écraser la résistance des capitalistes, remettre à *toute*

la nation, à toute la société, la propriété privée des chemins de fer, des fabriques, de la terre, etc., ne sera-ce pas là du centralisme ? Ne sera-ce pas là le centralisme démocratique le plus conséquent et, qui plus est, un centralisme prolétarien ?

Concevoir la possibilité d'un centralisme librement consenti, d'une libre union des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'État bourgeoise.

5. DESTRUCTION DE L'ÉTAT PARASITE

Nous avons déjà cité les passages correspondants de Marx sur ce point ; nous allons les compléter.

"... La multiplicité des interprétations dont la Commune a été l'objet et la multiplicité des intérêts qui se réclamaient d'elle montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, alors que toutes les autres formes de gouvernement avaient jusque-là mis l'accent sur la répression. Son vrai secret, le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail..."

"Sans cette dernière condition la constitution communale eût été une impossibilité et un leurre..."

Les utopistes se sont efforcés de "découvrir" les formes politiques sous lesquelles devait s'opérer la réorganisation socialiste de la société. Les anarchistes ont éludé en bloc la question des formes politiques. Les opportunistes ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'État démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendu le front à se prosterner devant ce "modèle".

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'État devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (passage de l'État au non-État) sera "le prolétariat organisé en classe dominante". Quant aux *formes* politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les *découvrir*. Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser, et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la *destruction* de la machine d'État bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait *révélées*.

La Commune est la forme, "enfin trouvée" par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du Travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour *briser* la machine d'État bourgeoise ; elle est la forme politique "enfin trouvée" par quoi l'on peut et l'on doit *remplacer* ce qui a été brisé.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'oeuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx.

CHAPITRE IV

SUITE. EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES D'ENGELS

1. "LA QUESTION DU LOGEMENT"

Dans son ouvrage qui traite de *la question du logement* (1872) Engels tient déjà compte de l'expérience de la Commune lorsque, à plusieurs reprises, il s'arrête sur les tâches de la révolution à l'égard de l'État.

"Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre société actuelle, comme tout autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande ; cette solution qui n'empêche pas le problème de se reposer sans cesse, n'en est donc pas une.

Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable " *crise* du logement". Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abris ou trop entassés dans leur logis ; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et les réquisitions de logement par l'État".

"... Il faut constater que la "prise de possession effective", par la population laborieuse, de tous les instruments de travail, de toute l'industrie, est exactement le contraire du "rachat" proudhonien. D'après cette dernière solution, *chaque ouvrier* devient propriétaire de son logis, de sa ferme, de ses instruments de travail. D'après la première, la "population laborieuse" reste le possesseur collectif des maisons, usines et instruments de travail, et du moins pendant une période de transition, elle en abandonnera difficilement la jouissance sans dédommagement de ses frais aux individus ou aux sociétés privées. Exactement comme la suppression de la propriété foncière n'est pas celle de la rente foncière, mais son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse n'exclut donc en aucune façon le maintien de la prise et de la cession à bail".

Engels s'exprime avec une extrême prudence en disant que l'État prolétarien pourra "difficilement" distribuer des logements sans loyer, "du moins pendant une période de transition". La location de logements, propriété de tout le peuple, à telles ou telles familles, contre un loyer, suppose aussi la perception de ce loyer, ainsi qu'un certain contrôle et l'établissement de certaines normes de répartition des logements. Tout cela exige une forme d'État déterminée, mais ne requiert nullement un appareil militaire et bureaucratique spécial, avec des fonctionnaires bénéficiant d'une situation privilégiée. Tandis que le passage à un état de choses où les logements pourront être fournis gratuitement est lié à l'"extinction" totale de l'État.

2. POLÉMIQUE AVEC LES ANARCHISTES

Cette polémique remonte à 1873. Marx et Engels avaient publié des articles contre les proudhoniens.

Marx, quand il réfutait les anarchistes ne s'élevait pas du tout contre l'idée que l'État disparaîtra avec les classes, ou sera aboli avec leur abolition, mais contre le refus éventuel de la part des ouvriers, d'employer les armes, d'user de la violence organisée, *c'est-à-dire de l'État*, qui doit servir à "briser la résistance de la bourgeoisie"

Le prolétariat n'a besoin de l'État que pour un temps. Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'État en tant que *but*. Nous affirmons que, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'État *contre* les exploités, de même que pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée. Marx choisit la façon la plus incisive et la plus nette de poser la question contre les anarchistes : les ouvriers doivent-ils, en renversant le joug des capitalistes, "déposer les armes" ou les utiliser contre les capitalistes afin de briser leur résistance ? Or, si une classe fit systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce donc sinon une "forme passagère" de l'État ?

Engels expose les mêmes idées d'une manière beaucoup plus détaillée et plus populaire encore. Tout d'abord, il raille la confusion d'idées chez les proudhoniens, qui s'intitulaient "antiautoritaires", c'est-à-dire qui n'avaient toute autorité, toute subordination, tout pouvoir. Prenez une usine, un chemin de fer, un navire en haute mer, dit Engels ; n'est-il pas évident que, sans une certaine subordination, donc sans une certaine autorité ou un certain pouvoir, il est impossible de faire fonctionner aucun de ces établissements techniques compliqués, fondés sur l'emploi des machines et la collaboration méthodique de nombreuses personnes ?

"... Si j'oppose ces arguments aux antiautoritaires les plus effrénés, écrit Engels, ils se retranchent derrière cette seule réponse : "Ah ! cela est vrai ; mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous conférerions à nos délégués, *nous les chargeons seulement d'une certaine mission...*" Ces gens s'imaginent pouvoir changer la chose en modifiant le nom"...

"Les antiautoritaires réclament que l'État politique soit aboli d'un seul coup, avant même que soient abolies les conditions sociales qui l'ont créé. Ils exigent que le premier acte de la révolution sociale soit la suppression de l'autorité.

"Ces messieurs, ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit. C'est un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer d'avoir fait trop peu usage de cette autorité ? Ainsi donc, de deux choses l'une : ou les antiautoritaires ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils disent, et en ce cas ne font que créer la confusion. Ou ils le savent, et en ce cas ils trahissent la cause du prolétariat. Dans les deux cas, ils servent uniquement la réaction".

L'idée de l'abolition de l'État est, chez les anarchistes, confuse et *non révolutionnaire*, voilà comment Engels posait la question. C'est précisément la révolution que les anarchistes se refusent à voir, sa naissance et son développement, ses tâches spécifiques en ce qui concerne la violence, l'autorité, le pouvoir et l'État.

3. LETTRE A BEBEL

Une des réflexions les plus remarquables, sinon la plus remarquable que nous trouvons dans les oeuvres de Marx et d'Engels relatives à l'État, est le passage suivant de la lettre d'Engels à Bebel, datée du 18-28 mars 1875. Cette lettre, notons-le entre parenthèses, a été reproduite pour la première fois, à notre connaissance, en 1911 ; c'est-à-dire qu'elle fut publiée trente-six ans après sa rédaction et son envoi.

Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'État, Engels disait ceci :

"...L'État populaire libre est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État, surtout après la Commune, qui n'était plus un État, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'"État populaire", bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, puis le *Manifeste communiste* disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste, l'État se dissout de lui-même et disparaît. L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour organiser la répression par la force contre ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre ; tant que le prolétariat a encore *besoin* de l'État, ce n'est point dans l'intérêt de la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *État* le mot "communauté" (*Gemeinwesen*), excellent vieux mot allemand, répondant très bien au mot français "commune".

Il ne faut pas perdre de vue que cette lettre a trait au programme du parti, critiqué par Marx dans une lettre écrite quelques semaines seulement après celle-ci (la lettre de Marx est du 5 mai 1875), et qu'à l'époque Engels vivait à Londres avec Marx. Aussi, en disant "nous" dans la dernière phrase, c'est sans aucun doute en son nom propre et au nom de Marx qu'Engels propose au chef du parti ouvrier allemand de *supprimer dans le programme* le mot "État" et de le remplacer par le mot "*communauté*".

"La Commune n'était plus un État, au sens propre", telle est l'affirmation d'Engels, capitale au point de vue théorique. Après l'exposé qui précède, cette affirmation est parfaitement compréhensible. La Commune *cessait* d'être un État dans la mesure où il lui fallait opprimer non plus la majorité de la population, mais une minorité (les exploités) ; elle avait brisé la machine d'État bourgeoise ; au lieu d'un pouvoir *spécial* d'oppression, c'est la population elle-même qui entrait en scène. Autant de dérogations à ce qu'est l'État au sens propre du mot. Et si la Commune s'était affermie, les vestiges de l'État qui subsistaient en elle se seraient "éteints" d'eux-mêmes : elle n'aurait pas un besoin d'"abolir" ses institutions : celles-ci auraient cessé de fonctionner au fur et à mesure qu'elles n'auraient plus rien eu à faire.

4 CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME D'ERFURT

Lorsqu'on analyse la doctrine marxiste de l'État, on ne peut passer sous silence la critique du projet de Programme d'Erfurt adressée par Engels à Kautsky le 29 juin 1891 — et qui ne fut publiée que dix ans plus tard dans la *Neue Zeit* — car elle est consacrée surtout à la critique des conceptions *opportunistes* de la social-démocratie dans les problèmes relatifs à l'organisation de l'État.

Engels écrit :

"Si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, ce n'est plus seulement la fin de la production privée, mais encore celle de l'absence de plan."

Nous avons là ce qu'il y a de plus essentiel dans l'appréciation théorique du capitalisme moderne, c'est-à-dire de l'impérialisme, à savoir que le capitalisme se transforme en *capitalisme* monopoliste. Naturellement, les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent ni ne peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification ; les magnats du Capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale et règlent cette production d'après un plan, mais nous restons cependant en *régime capitaliste*, dans une nouvelle phase, certes, mais indéniablement en régime capitaliste. Le fait que *ce* capitalisme est "proche" du socialisme doit constituer, pour des représentants véritables du prolétariat, un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient tous les réformistes.

Mais revenons à la question de l'État. Engels donne ici trois indications particulièrement précieuses : 1. sur la question de la république ; 2. sur le lien qui existe entre la question nationale et l'organisation de l'État ; 3. sur l'autonomie administrative locale.

Pour ce qui est de la république, Engels a fait de cette question le pivot de sa critique du projet de programme d'Erfurt.

"Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme suffisant pour réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique..."

Que les social-démocrates aient agi par crainte d'un renouvellement de la loi d'exception, c'est là un fait essentiel qu'Engels met au premier plan et qu'il taxe, sans hésiter, d'opportunisme. Il déclare que, précisément parce qu'il n'y a ni république ni liberté en Allemagne, il est absolument insensé de rêver d'une voie "pacifique".

Engels est assez prudent pour ne pas se lier les mains. Il reconnaît que, dans les pays de république ou de très grande liberté, "on peut concevoir" (seulement "concevoir" !) une évolution pacifique vers le socialisme. Mais en Allemagne, répète-t-il,

"Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme d'une République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française..."

Engels reprend ici, en la mettant particulièrement en relief, cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les oeuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du Capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat.

Traitant de la république fédérative en rapport avec la composition nationale de la population, Engels écrit :

"Que faut-il mettre à la place de l'Allemagne actuelle ?" (avec sa Constitution monarchique réactionnaire et sa subdivision, non moins réactionnaire, en petits États, subdivision qui perpétue les particularités du "prussianisme" au lieu de les dissoudre dans une Allemagne formant un tout). "A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser d'autre forme que la République une et indivisible.(...) Deux points distinguent un État fédéral d'un État unitaire ; c'est, d'abord, que chaque État fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est ensuite, qu'à côté de la Chambre du peuple, il existe

une Chambre des représentants des États, où chaque canton ,petit ou grand, vote comme tel."

Engels, de même que Marx, défend, du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne, le centralisme démocratique, la république une et indivisible. il considère la république fédérative soit comme une exception et un obstacle au développement, soit comme une transition de la monarchie à la république centralisée, comme un "progrès" dans certaines conditions particulières. Et, parmi ces conditions particulières, il met au premier plan la question nationale.

Chez Engels comme chez Marx, bien qu'ils aient impitoyablement critiqué l'essence réactionnaire des petits États et l'utilisation, dans certains cas concrets, de la question nationale pour dissimuler cette essence réactionnaire, on ne trouve nulle part fût-ce l'ombre du désir d'éluder la question nationale.

Mais ce centralisme démocratique, Engels ne l'entend nullement au sens bureaucratique que lui donnent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, dont, parmi ces derniers, les anarchistes. Le centralisme, pour Engels, n'exclut pas du tout une large autonomie administrative locale qui, à condition que les "communes" et les régions défendent de leur plein gré l'unité de l'État, supprime incontestablement tout bureaucratisme et tout "commandement" par en haut.

"... Ainsi donc, République unitaire", écrit Engels en développant les vues sur l'État qui doivent être à la base d'un programme marxiste. "Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui". Aussi Engels propose-t-il de formuler comme suit l'article du programme relatif à l'autonomie : "Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'État."

Engels, fait en main, réfute par un exemple d'une parfaite précision, le préjugé fort répandu selon lequel une république fédérative implique forcément plus de liberté qu'une république centralisée. Cela est faux. Les faits cités par Engels, relatifs à la république française centralisée de 1792-1798 et à la république fédérative suisse, réfutent cette assertion. La république centralisée vraiment démocratique offrait *plus* de liberté que la république fédérative. Autrement dit : le *maximum* de liberté locale, régionale et autre qu'ait connue l'histoire a été assurée par la république *centralisée*, et non par la république fédérative.

5. LA PRÉFACE DE 1891 À LA GUERRE CIVILE DE MARX

Dans sa préface à la troisième édition de *La Guerre civile en France* — préface datée du 18 mars 1891 et imprimée pour la première fois dans la *Neue Zeit* — Engels résume les enseignements de la Commune.

En France, après chaque révolution, remarque Engels, les ouvriers étaient armés ; "pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au

prix du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte, qui se termine par la défaite de ceux-ci..."

Le bilan de l'expérience des révolutions bourgeoises est aussi succinct qu'expressif. Le fond du problème est admirablement saisi.

Une autre réflexion incidente d'Engels, liée elle aussi à la question de l'État, concerne la religion. On sait que la social-démocratie allemande, au fur et à mesure que la gangrène la gagnait et qu'elle devenait de plus en plus opportuniste, se laissait aller de plus en plus souvent à une interprétation erronée de la célèbre formule : "La religion est une affaire privée." Savoir : cette formule était interprétée comme si, *pour le parti* du prolétariat révolutionnaire *également*, la religion était une affaire privée !! C'est contre cette trahison absolue du programme révolutionnaire du prolétariat que s'éleva Engels :

"Dans la Commune ne siégeaient presque exclusivement que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers ; ses décisions portaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait des réformes que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que, *par rapport à l'État*, la religion n'est qu'une affaire privée ; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière, et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social..."

C'est à dessein qu'Engels a souligné les mots "par rapport à l'État" ; ce faisant, il portait un coup direct à l'opportunisme qui veut bien admettre qu'on ne soit d'aucune religion, mais abdique la tâche du *parti* : combattre l'opium religieux qui abêtit le peuple.

Mais voyons comment, vingt ans après la Commune, Engels résumait les enseignements qu'elle fournit au prolétariat en lutte.

Voici ceux qu'il mettait au premier plan :

"... Quant à la force répressive du gouvernement naguère centralisé, l'armée, la police politique, la bureaucratie créées par Napoléon en 1798, reprises, depuis, avec reconnaissance par chaque nouveau gouvernement et utilisées par lui contre ses adversaires, c'est justement cette force qui devait partout être renversée, comme elle l'avait été à Paris.

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'État ; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, supprimer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais aussi, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant révocables en tous temps et sans exception..."

Engels souligne encore et toujours que non seulement sous le régime de la monarchie, mais *aussi en république démocratique* l'État reste l'État, c'est-à-dire qu'il garde son principal caractère distinctif, qui est de transformer les fonctionnaires, "serviteurs de la société", et ses organes, en *maîtres* de celle-ci.

"... Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régime antérieurs, de l'État et des organes de l'État, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât dans l'ensemble était de 6 000 francs. Ainsi, on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans compter par surcroît les mandats impératifs des délégués aux corps représentatifs..."

Engels en arrive ici à cette intéressante limite où la démocratie conséquente, d'une part, *se transforme* en socialisme et, d'autre part, *réclame* le socialisme. En effet, pour supprimer l'État il est nécessaire que les fonctions des services d'État se transforment en opérations de contrôle et d'enregistrement si simples qu'elles soient à la portée de l'immense majorité, puis de la totalité de la population. Et, pour supprimer complètement l'arrivisme, il faut que les fonctions "honorifiques", bien que non lucratives, au service de l'État, *ne puissent pas* servir de tremplin pour atteindre des postes hautement lucratifs dans les banques et les sociétés anonymes, comme il advient *constamment* dans tous les pays capitalistes même les plus libres.

Engels poursuit :

"Dans la conception des philosophes, l'État est "la réalisation de l'Idée" ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'État et de tout ce qui y touche ; vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'État et se fonctionnaires pourvus de petites places de bon rapport. Et l'on croit déjà avoir fait un pas prodigieusement hardi quand on s'est affranchi de la loi en la monarchie héréditaire et qu'on ne jure plus que par la République démocratique. Mais en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État."

Deux remarques encore : 1) Lorsque Engels dit que, dans une république démocratique "tout autant" que dans une monarchie, l'État n'est pas autre chose qu'une

"machine pour l'oppression d'une classe par une autre", il n'entend pas du tout par là que la *forme* d'oppression doive être indifférente au prolétariat. Une *forme* plus large, plus libre, plus franche de lutte de classes et d'oppression de classes facilite considérablement la lutte du prolétariat pour la suppression des classes en général.

2) Pourquoi, seule une nouvelle génération pourra-t-elle se défaire complètement de tout ce bric-à-brac de l'État ? Cette question se rattache à celle du dépassement de la démocratie, dont nous allons parler.

6. ENGELS ET LE DÉPASSEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Engels eut à se prononcer sur ce point en traitant de l'inexactitude *scientifique* de la dénomination "social-démocrate".

Dans la préface au recueil de ses articles des années 1870-1880, préface datée du 3 janvier 1894, c'est-à-dire rédigée un an et demi avant sa mort, il écrit que dans tous ses articles il emploie le mot "communiste" et *non* "social-démocrate", parce qu'à cette époque les proudhoniens et les lassaliens en Allemagne s'intitulaient social-démocrates.

"Pour Marx comme pour moi, poursuit Engels, il y avait donc impossibilité absolue d'employer, pour exprimer notre point de vue propre, une expression aussi élastique. Aujourd'hui, il en va autrement, et ce mot ("social-démocrate") peut à la rigueur passer bien qu'il reste impropre pour un parti dont le programme économique n'est pas simplement socialiste en général, mais expressément communiste, pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout l'État et, par conséquent, de la démocratie. Au reste, les partis politiques *véritables* (souligné par Engels) n'ont jamais une dénomination qui leur convienne parfaitement ; le parti se développe, la dénomination reste."

Le dialecticien Engels, au déclin de ses jours, demeure fidèle à la dialectique. Marx et moi, dit-il, nous avons pour le parti un nom excellent, scientifiquement exact, mais il n'existait pas alors de parti prolétarien véritable, c'est-à-dire de parti prolétarien de masse. Maintenant (fin du XIXe siècle), il existe un véritable parti, mais sa dénomination est scientifiquement inexacte. N'importe, elle peut "passer" pourvu que le parti *se développe*, pourvu que l'inexactitude scientifique de sa dénomination ne lui échappe pas et ne l'empêche pas de se développer dans la bonne direction !

Dans les considérations habituelles sur l'État, on commet constamment l'erreur contre laquelle Engels met ici en garde et que nous avons signalée plus haut en passant : on oublie constamment que la suppression de l'État est aussi la suppression de la démocratie, que l'extinction de l'État est l'extinction de la démocratie.

Une telle assertion paraît à première vue des plus étranges ; peut-être même certains craindront-ils que nous souhaitions l'avènement d'un ordre social où ne serait pas observé le principe de la soumission de la minorité à la majorité ; car enfin, la démocratie n'est-elle pas la reconnaissance de ce principe ?

Non. La démocratie et la soumission de la minorité à la majorité *ne sont pas* des choses identiques. La démocratie, c'est un *État* reconnaissant la soumission de la minorité à la majorité ; autrement dit, c'est une organisation destinée à assurer l'exercice, systématique de la *violence* par une classe contre une autre, par une partie de la population contre l'autre partie.

Nous nous assignons comme but final la suppression de l'État, c'est-à-dire de toute violence organisée et systématique, de toute violence exercée sur les hommes, en général. Nous n'attendons pas l'avènement d'un ordre social où le principe de la soumission de la minorité à la majorité ne serait pas observé.

Mais, aspirant au socialisme, nous sommes convaincus que dans son évolution il aboutira au communisme et que, par suite, disparaîtra toute nécessité de recourir en général à la violence contre les hommes, toute nécessité de la *soumission* d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre ; car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, *sans violence* et *sans soumission*.

C'est pour souligner cet élément d'accoutumance qu'Engels parle de la nouvelle *génération* "grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres" et qui sera "en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État", de tout État, y compris celui de la république démocratique.

Pour élucider ce point, il est nécessaire d'analyser les bases économiques de l'extinction de l'État.

CHAPITRE V

LES BASES ÉCONOMIQUES DE L'EXTINCTION DE L'ÉTAT

L'étude la plus poussée de cette question est celle qu'en a faite Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* (lettre à Bracke, du 5 mai 1875, imprimée seulement en 1891 dans la *Neue Zeit*).

1. COMMENT MARX SE POSE LA QUESTION

Si l'on compare superficiellement la lettre de Marx à Bracke, du 5 mai 1875, et la lettre d'Engels à Bebel, du 28 mars 1875, examinée plus haut, il peut sembler que Marx soit beaucoup plus "étatiste" qu'Engels, et que la différence soit très marquée entre les conceptions de ces deux auteurs sur l'État.

Engels invite Bebel à cesser tout bavardage sur l'État, à bannir complètement du programme le mot État, pour le remplacer par celui de "communauté" ; il va jusqu'à déclarer que la Commune n'était plus un État au sens propre. Cependant que Marx va jusqu'à parler de l'"État futur de la société communiste", c'est-à-dire qu'il semble admettre la nécessité de l'État même en régime communiste.

La différence apparente entre Marx et Engels s'explique par la différence de sujets traités et des buts poursuivis par chacun d'eux. Engels se proposait de démontrer à Bebel d'une façon frappante, incisive, à grands traits, toute l'absurdité des préjugés courants (partagés dans une notable mesure par Lassalle) sur l'État. Cette question, Marx n'a fait que l'effleurer, car un autre sujet retenait son attention : l'évolution de la société communiste.

Toute la théorie de Marx est une application au capitalisme contemporain de la théorie de l'évolution sous sa forme la plus conséquente, la plus complète, la plus réfléchie et la plus substantielle. On conçoit donc que Marx ait eu à envisager le problème de l'application de cette théorie à la faillite *prochaine* du capitalisme comme à l'évolution *future* du communisme *futur*.

A partir de quelles données peut on poser la question de l'évolution future du communisme futur ?

A partir du fait que le communisme *procède* du capitalisme, se développe historiquement à partir du capitalisme, résulte de l'action d'une force sociale *engendrée* par le capitalisme. On ne trouve pas chez Marx l'ombre d'une tentative d'inventer des utopies, d'échafauder de vaines conjectures sur ce que l'on ne peut pas savoir. Marx pose la question du communisme comme un naturaliste poserait, par exemple, celle de l'évolution d'une nouvelle variété biologique, une fois connue son origine et déterminée la direction où l'engagent ses modifications.

Tout d'abord, Marx écarte la confusion apportée par le Programme de Gotha dans la question des rapports entre l'État et la Société.

"... La société actuelle, écrit-il, c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L'"État actuel", au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L'"État actuel" est donc une fiction.

"Cependant les divers États des divers pays civilisés, malgré la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d'"État actuel", pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racines, aura cessé d'exister.

"Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce..."

Après avoir tourné ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'"État populaire", Marx montre comment il faut poser la question et formule, en quelque sorte, une mise

en garde, en indiquant que l'on ne peut y donner une réponse scientifique qu'en se basant sur des données scientifiques solidement établies.

Le premier point très exactement établi par toute la théorie de l'évolution, par la science en général — point qu'oubliaient les utopistes et qu'oublie aujourd'hui les opportunistes qui craignent la révolution socialiste —, c'est qu'historiquement il doit sans aucun doute exister un stade particulier ou une étape particulière de *transition* du capitalisme au communisme.

2. LA TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

"... Entre la société capitaliste et la société communiste, poursuit Marx, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*..."

Cette conclusion repose, chez Marx, sur l'analyse du rôle que joue le prolétariat dans la société capitaliste actuelle, sur les données relatives au développement de cette société et à l'inconciliabilité des intérêts opposés du prolétariat et de la bourgeoisie.

Autrefois, la question se posait ainsi : le prolétariat doit, pour obtenir son affranchissement, renverser la bourgeoisie, conquérir le pouvoir politique, établir sa dictature révolutionnaire.

Maintenant, la question se pose un peu autrement : le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste est impossible sans une "période de transition politique" ; et l'État de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie ?

Nous avons vu que le *Manifeste communiste* rapproche simplement l'une de l'autre ces deux notions : "transformation du prolétariat en classe dominante" et "conquête de la démocratie". Tout ce qui précède permet de déterminer plus exactement les modifications que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.

La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils "se désintéressent de la démocratie", "se désintéressent de la politique", et que, dans le cours ordinaire pacifique des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale.

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les "menus" (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les "miséreux" !), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., — on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais éprouvé eux-mêmes le besoin ni jamais connu de près les classes opprimées, la vie des masses et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre vingt-dix-neuf centièmes des journalistes et hommes politiques bourgeois, mais totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce *trait essentiel* de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune : "On autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !"

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, — inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, — ne mène pas simplement, directement et sans heurts "à une démocratie de plus en plus parfaite", comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autre classe ni d'autres moyens qui puissent *briser la résistance* des capitalistes exploités.

Or la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. *En même temps* qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue *pour la première fois* démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, comme le lecteur s'en souvient : "... Tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour organiser la répression contre ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel."

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple ; telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors *seulement* que "l'État cesse d'exister et qu'il *devient possible de parler de liberté*". Alors seulement deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, vraiment sans aucune exception. Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaire de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, *sans cet appareil spécial* de coercition qui a nom : l'État.

L'expression "l'État *s'éteint*" est très heureuse, car elle exprime à la fois la gradation du processus et sa spontanéité. Seule l'habitude peut produire un tel effet et elle le traduira certainement, car nous constatons mille et mille fois autour de nous avec quelle facilité les hommes s'habituent à observer les règles nécessaires à la vie en société quand il n'y a pas d'exploitation, quand il n'y a rien qui excite l'indignation, qui suscite la protestation et la révolte, qui nécessite la *répression*.

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète ; et plus elle sera complète plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même.

En d'autres termes, nous avons, en régime capitaliste, l'État au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique, exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs, exige une cruauté, une férocité extrême dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est déjà exercée contre une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'"État" est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire, ce n'est plus l'État proprement dit, car la répression exercée contre une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés *d'hier* est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiters même avec une "machine" très simple, presque

sans "machine", sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'État absolument superflu, car il n'y a alors *personne* à mater, "personne" dans le sens d'aucune *classe* ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables, nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer *ces* excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés, même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès que constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à "*s'éteindre*". Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'État *s'éteindra* à son tour.

Sans se lancer dans l'utopie, Marx a défini plus en détail ce qu'on peut définir *maintenant* de cet avenir, à savoir : la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste.

3. PREMIÈRE PHASE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx réfute minutieusement l'idée de Lassalle selon laquelle l'ouvrier, en régime socialiste, recevra le produit "non amputé" ou "le produit intégral de son travail". Il montre que de la totalité du produit social il faut défalquer : un fonds de réserve, un fonds destiné à accroître la production, un fonds destiné au remplacement des machines "usagées", etc. Puis, des objets de consommation, il faut encore défalquer : un fonds pour les frais d'administration, les écoles, les hôpitaux, les hospices de vieillards, etc.

Au lieu de la formule nébuleuse, obscure et générale de Lassalle ("à l'ouvrier le produit intégral de son travail"), Marx établit avec lucidité, comment la société socialiste sera tenue de gérer les affaires. Marx entreprend l'analyse *concrète* des conditions de vie dans une société où le capitalisme n'existera pas, et il s'exprime ainsi :

"Ce à quoi nous avons affaire ici (à l'examen du programme du parti ouvrier), c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue."

C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société, que Marx appelle la "première" phase ou phase inférieure de la société communiste.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société toute entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Règne de l'"égalité", dirait-on.

Mais lorsque parlant de cet ordre social (que l'on appelle habituellement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme), Lassalle dit qu'il y a là "partage équitable", "droit égal de chacun au produit égal du travail", il se trompe et Marx explique pourquoi.

Le "droit égal", dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est *encore* le "droit bourgeois" qui, comme tout droit, *présuppose l'inégalité*. Tout droit consiste dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents*, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. Aussi le "droit égal" équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défalcatons indiquées plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

"... A égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal."

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes ; mais l'*exploitation* de l'homme par l'homme sera impossible car on ne pourra s'emparer à titre de propriété privée, des *moyens de production*, fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'"égalité" et la "justice" en *général*, Marx montre le *cours du développement* de la société communiste, *obligée* de commencer par détruire *uniquement* cette "injustice" qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais *incapable* de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation "selon le travail" (et non selon les besoins).

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le "socialisme" au sens habituel du mot) *ne supprime pas* à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du "droit bourgeois", qui *continue de régner*, puisque les produits sont répartis "selon le travail".

"... Mais, poursuit Marx, ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après

un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation qui y correspond..."

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le "droit bourgeois" est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le "droit bourgeois" en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure*, mais dans cette mesure seulement, que le "droit bourgeois" se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. "Qui ne travaille pas ne doit pas manger" : ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; "à quantité égale de travail, quantité égale de produits" : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le "droit bourgeois" qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégaux en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un "inconvenient", dit Marx ; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société *sans normes juridiques d'aucune sorte* ; au reste, l'abolition du capitalisme *ne donne pas d'emblée* les prémisses économiques d'un *tel* changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du "droit bourgeois". C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un État chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'État s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe à mater*.

Mais l'État n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le "droit bourgeois" qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'État s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

4. PHASE SUPÉRIEURE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Marx poursuit :

"... Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit

bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !"

Maintenant seulement, nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels, accablant de ses sarcasmes impitoyables cet absurde accouplement des mots "liberté" et "État". Tant que l'État existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'État.

La base économique de l'extinction totale de l'État, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture avec la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en "premier besoin vital", c'est ce que nous ne savons ni ne *pouvons* savoir.

Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'État, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes *n'existent pas*.

L'État pourra s'éteindre complètement quand la société aura réalisé le principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", c'est-à-dire quand les hommes se seront si bien habitués à respecter les règles fondamentales de la vie en société et que leur travail sera devenu si productif, qu'ils travailleront volontairement *selon leurs capacités*. "N'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin ? N'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ?" — cet horizon borné sera alors dépassé. La répartition des produits n'exigera plus alors le rationnement par la société des produits délivrés à chacun ; chacun puisera librement "selon ses besoins".

Du point de vue bourgeois, il est aisé de traiter un semblable régime de "pure utopie", et de railler les socialistes qui promettent à chaque citoyen le droit de recevoir de la société, sans aucun contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos, etc. C'est à des railleries de cette nature que se bornent aujourd'hui encore la plupart des "savants" bourgeois, qui révèlent ainsi leur ignorance et leur mentalité de défenseurs intéressés au capitalisme.

Leur ignorance, car il n'est venu à l'esprit d'aucun socialiste de "promettre" l'avènement de la phase supérieure du communisme ; quant à la *prévision* de son avènement par les grands socialistes, elle suppose une productivité du travail différente

de celle d'aujourd'hui, et la *disparition* de l'homme moyen *d'aujourd'hui* capable de gaspiller "à plaisir" les richesses publiques et d'exiger l'impossible.

En attendant l'avènement de la phase "supérieure" du communisme, les socialistes réclament de la société et *de l'État* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit *commencer* par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'État des fonctionnaires, mais par l'État des *ouvriers armés*.

Nous abordons ici la question de la distinction scientifique entre socialisme et communisme, effleurée par Engels dans le passage précédemment cité sur l'impropriété de l'appellation de "social-démocrates". Au point de vue politique, la différence entre la première phase ou phase inférieure et la phase supérieure du communisme sera certainement considérable avec le temps ; mais aujourd'hui en régime capitaliste, il serait ridicule d'en faire cas.

Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la "première" phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune*, le mot "communisme" peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce *n'est pas* le communisme intégral. Le grand mérite des explications de Marx est d'appliquer; là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe *à partir du* capitalisme. Au lieu de s'en tenir à des définitions "imaginées", à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme ? qu'est-ce que le communisme ?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme.

Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme *ne peut pas* encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'"horizon borné du droit *bourgeois*", en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *État bourgeois* car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent, pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois — sans bourgeoisie !

Ce la peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que ce soit, la substance éminemment profonde.

En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent. Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du droit "bourgeois" ; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue *des flancs* du capitalisme.

La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme.

Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des *classes*. Mais démocratie signifie seulement égalité *formelle*.

Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société *par rapport* à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité, c'est *seulement* avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la *majorité*, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'État, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout État, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'État et de l'administrer.

Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'État bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'État *plus* démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'État, sous la forme des masses ouvrières armées, puis progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, "la quantité se change en qualité : parvenu à *ce* degré, le démocratism sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si *tous* participent réellement à la gestion de l'État, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les *prémisses* nécessaires pour que "tous" *puissent* réellement participer à la gestion de l'État. Ces prémisses sont, entre autres l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs des pays capitalistes les plus avancés, puis "l'éducation et la formation à la discipline" de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé énorme et complexe de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc., etc.

Avec de telles prémisses *économiques*, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour

le *contrôle* de la production et de la répartition, pour l'*enregistrement* du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés.)

Enregistrement et contrôle, tel est l'*essentiel* et pour la "mise en route" et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa *première phase*. Ici tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État constitué par les ouvriers armés. *Tous* les citoyens deviennent les employés et les ouvriers *d'un seul* "cartel" du peuple entier, de l'État. Le tout est d'obtenir qu'ils fournissent un effort égal, observent exactement la mesure de travail et reçoivent un salaire égal. L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique.

Quand la *majorité* du peuple procédera par elle-même et partout à cet enregistrement, à ce contrôle des capitalistes (transformés désormais en employés) et de messieurs les intellectuels qui auront conservés leurs pratiques capitalistes, alors ce contrôle sera vraiment universel, général, national, et nul ne pourra s'y soustraire, de quelque manière que ce soit, "il n'y aura plus rien à faire"?

La société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire.

Mais cette discipline "d'atelier" que le prolétariat, après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploités, étendra à toute la société, n'est nullement notre idéal ni notre but final ; c'est seulement un *échelon* nécessaire pour débarrasser radicalement la société des vilenies et des ignominies de l'exploitation capitaliste, *et assurer* la marche *continue* en avant.

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer *eux-mêmes* l'État, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, "organisé" le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme — dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est l'"État" constitué par les ouvriers armés et qui "n'est plus un État au sens propre", et plus vite commence à s'éteindre *tout* État.

En effet, quand *tous* auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale, quand tous procéderont eux-mêmes à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des filous et autres "gardiens des traditions du capitalisme", — se soustraire à cet enregistrement et à ce contrôle exercé par le peuple entier sera à coup sûr d'une difficulté si incroyable et d'une si exceptionnelle rareté, que cela entraînera vraisemblablement un châtement si prompt et si rude (les ouvriers armés ont un sens pratique de la vie ; ils ne sont pas des

petits intellectuels sentimentaux et ne permettront sûrement pas qu'on plaisante avec eux), que la *nécessité* d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une *habitude*.

Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'État.

CHAPITRE VI

L'AVILISSEMENT DU MARXISME PAR LES OPPORTUNISTES

D'une façon générale, on peut dire que la *tendance à éluder* la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'État, tendance avantageuse pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la *déformation* du marxisme et à son total avilissement.

Pour caractériser, ne fût-ce que brièvement, ce triste processus, considérons les théoriciens les plus en vue du marxisme : Plékhanov et Kautsky.

1. POLÉMIQUE DE PLÉKHANOV AVEC LES ANARCHISTES

Plékhanov a consacré à l'attitude de l'anarchisme envers le socialisme une brochure spéciale : *Anarchisme et Socialisme*, parue en allemand en 1894.

Plékhanov a réussi le tour de force de traiter ce thème en éludant complètement la question la plus actuelle, la plus brûlante et, politiquement la plus essentielle dans la lutte contre l'anarchisme, à savoir : l'attitude de la révolution envers l'État, et la question de l'État en général !

Lorsqu'il publia en 1891 la *Critique du Programme de Gotha* de Marx, Engels écrivit : "Nous (c'est-à-dire Engels et Marx) étions à ce moment, deux ans à peine après le congrès de La Haye de l'Internationale (la première), en pleine bataille avec Bakounine et les anarchistes."

Les anarchistes ont essayé de présenter précisément la Commune de Paris comme une chose, pour ainsi dire, "à eux", qui confirmait leur doctrine. Mais ils n'ont rien compris aux enseignements de la Commune, ni à l'analyse que Marx en a faite. Sur les questions politiques concrètes : faut-il *briser* la vieille machine d'État ? et *par quoi* la remplacer ? L'anarchisme n'a rien donné qui se rapproche, fût-ce approximativement, de la vérité.

Mais traiter du thème "anarchisme et socialisme" en éludant totalement la question de l'État *sans remarquer* tout le développement du marxisme avant et après la Commune, c'était verser inévitablement dans l'opportunisme. Car ce qu'il faut surtout à

l'opportunisme, c'est précisément que les deux questions que nous venons d'indiquer *ne soient pas* posées du tout. C'est *déjà* une victoire pour l'opportunisme.

2. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC LES OPPORRTUNISTES

Nous constatons maintenant, en étudiant *l'histoire* de la récente trahison de Kautsky envers le marxisme, une déviation constante vers l'opportunisme, précisément dans la question de l'État.

Prenons le premier ouvrage important de Kautsky contre l'opportunisme, son livre *Bernstein et le programme social-démocrate*. Kautsky réfute minutieusement Bernstein. Mais voici qui est caractéristique.

Ce qui attire surtout l'attention de Bernstein, c'est la conclusion que Marx a souligné dans la préface de 1872 au *Manifeste communiste*, et où il est dit : "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine d'État toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte."

Cette formule "plaît" tellement à Bernstein qu'il la répète au moins trois fois dans son livre, en l'interprétant dans un sens tout à fait déformé, opportuniste.

Comme on l'a vu, Marx veut dire que la classe ouvrière doit *briser, démolir, faire sauter* (*Sprengung*, explosion — l'expression est d'Engels) toute la machine d'État. Or, d'après Bernstein, Marx aurait par ces mots mis en garde la classe ouvrière *contre* une ardeur trop révolutionnaire lors de la prise du pouvoir.

On ne saurait imaginer déformation plus grossière, plus scandaleuse, de la pensée de Marx.

Et comment Kautsky a-t-il procédé dans sa réfutation ?

Il a reproduit le passage cité plus haut de la préface d'Engels à *la Guerre civile* de Marx en affirmant que, d'après Marx, la classe ouvrière ne peut pas *se contenter* de prendre la machine d'État *toute prête*, mais qu'en général elle *peut* s'en emparer, et il n'a rien dit de plus.

"Nous pouvons en toute tranquillité, écrit Kautsky *"contre"* Bernstein, laisser à l'avenir le soin de résoudre le problème de la dictature du prolétariat".

De 1852 à 1891, durant quarante années, Marx et Engels ont enseigné au prolétariat qu'il doit briser la machine d'État. Et Kautsky, en 1899, devant la trahison totale du marxisme par les opportunistes sur ce point, *escamote* la question de savoir s'il faut briser cette machine, en lui substituant celle des formes concrètes de cette démolition ; il se retranche derrière cette "incontestable" (et stérile) vérité que nous ne pouvons connaître à l'avance ces formes concrètes !

Prenons l'ouvrage suivant, plus mûri, de Kautsky. C'est sa brochure sur *la Révolution sociale*. Dans cette brochure, il est partout question de la conquête du

pouvoir d'État, sans plus ; c'est-à-dire que l'auteur a choisi une formule qui est une concession aux opportunistes, puisqu'elle *admet* la conquête du pouvoir *sans* la destruction de la machine d'État. Kautsky *ressuscite* en 1902 précisément ce qu'en 1872 Marx déclarait "périmé" dans le programme du *Manifeste communiste*.

En éludant cette question, Kautsky fait *en réalité* sur ce point capital une concession à l'opportunisme ; il lui déclare une guerre redoutable *en paroles*, souligne l'importance de l'"idée de révolution" (mais que peut bien valoir cette "idée" lorsqu'on a peur de propager parmi les ouvriers les enseignements concrets de la révolution ?).

"Dans la société socialiste, écrit Kautsky, peuvent coexister... les formes les plus variées d'entreprises : bureaucratiques (??), trade-unionistes, coopératives, individuelles... Il y a, par exemple des entreprises qui ne peuvent pas se passer d'une organisation bureaucratique (??), tels les chemins de fer. Ici, l'organisation démocratique peut revêtir l'aspect suivant : les ouvriers éliraient des délégués, qui formeraient une sorte de Parlement ayant pour mission d'établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique. D'autres exploitations peuvent être confiées aux syndicats ouvriers ; d'autres encore peuvent être fondées sur le principe de la coopération".

Cette "sorte de Parlement" *ne se contentera pas* d'"établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique", comme se l'imagine Kautsky dont la pensée ne dépasse pas le cadre du parlementarisme bourgeois. Il est certain qu'en société socialiste une "sorte de Parlement" composé de députés ouvriers "établira le régime du travail et surveillera le fonctionnement" de l'"appareil", *mais* cet appareil-là *ne sera pas* "bureaucratique".

Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés.

Pour *empêcher* ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1) électivité, mais aussi révocabilité à tout moment ; 2) un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ; 3) adoption immédiate de mesures afin que tous remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que *tous* deviennent pour un temps "bureaucrates" et que, de ce fait, *personne* ne puisse devenir "bureaucrate".

Kautsky fait preuve ici, comme tant d'autres, d'un "respect superstitieux" envers l'État, d'une "vénération superstitieuse" du bureaucratisme.

3. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC PANNEKOEK

Pannekoek, adversaire de Kautsky, était l'un des représentants de la tendance "radicale de gauche" qui comptait dans ses rangs Rosa Luxembourg, Karl Radek, d'autres encore.

"La lutte du prolétariat, écrivait-il, n'est pas simplement une lutte contre la bourgeoisie *pour* le pouvoir d'État ; c'est aussi une lutte *contre* le pouvoir d'État... La révolution prolétarienne consiste à anéantir les instruments de la force de l'État et à les éliminer par les instruments de la force du prolétariat... La lutte ne cesse qu'au moment où le résultat final est atteint, au moment où l'organisation d'État est complètement détruite. L'organisation de la majorité prouve sa supériorité en anéantissant l'organisation de la minorité dominante".

Il est intéressant de voir *comment* Kautsky a cherché à la réfuter.

"Jusqu'ici, a-t-il écrit, l'opposition entre les social-démocrates et les anarchistes consistait en ce que les premiers voulaient conquérir le pouvoir d'État, et les seconds le détruire. Pannekoek veut l'un et l'autre".

L'exposé de Pannekoek manque de clarté et de précision ; mais Kautsky a pris la question de *principe* soulevée par Pannekoek et, *dans cette question de principe capitale*, il abandonne tout à fait les positions du marxisme pour passer entièrement à l'opportunisme. La distinction qu'il établit entre social-démocrates et anarchistes est complètement erronée ; le marxisme est définitivement dénaturé et avili.

Voici ce qui distingue les marxistes des anarchistes :

1° Les premiers, tout en proposant de supprimer complètement l'État, ne croient la chose réalisable qu'après la suppression des classes par la révolution socialiste, comme résultat de l'instauration du socialisme qui mène à la disparition de l'État ; les seconds veulent la suppression complète de l'État du jour au lendemain sans comprendre les conditions qui la rendent possible.

2° Les premiers proclament la nécessité pour le prolétariat, après qu'il aura conquis le pouvoir politique, de détruire entièrement la vieille machine d'État et de la remplacer par une nouvelle, qui consiste dans l'organisation des ouvriers armés, sur le modèle de la Commune ; les seconds, tout en plaidant pour la destruction de la machine d'État, ne se représentent que très confusément *par quoi* le prolétariat la remplacera et *comment* il usera du pouvoir révolutionnaire ; les anarchistes vont jusqu'à repousser l'utilisation du pouvoir d'État par le prolétariat révolutionnaire, jusqu'à repousser la dictature révolutionnaire.

3° Les premiers veulent que le prolétariat se prépare à la révolution en utilisant l'État moderne ; les anarchistes sont contre cette façon de faire.

Dans cette discussion, c'est Pannekoek qui représente le marxisme contre Kautsky, car Marx a précisément enseigné que le prolétariat ne peut pas se contenter de conquérir le pouvoir d'État (en ce sens que le vieil appareil d'État ne doit pas passer simplement en d'autres mains), mais qu'il doit briser, démolir cet appareil et le remplacer par un nouveau.

Kautsky abandonne le marxisme pour l'opportunisme, car il escamote tout à fait précisément cette destruction de la machine d'État, absolument inacceptable pour les opportunistes, et laisse ainsi à ces derniers une échappatoire qui leur permet d'interpréter la "conquête" comme une simple acquisition de la majorité.

L'essentiel est de savoir si la vieille machine d'État (liée à la bourgeoisie par des milliers d'attaches et toute pénétrée de routine et de conservatisme) sera maintenue ou si elle sera *détruite* et remplacée par une *nouvelle*. La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la *vieille* machine d'État, mais à ceci, qu'après l'avoir *brisée*, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine *nouvelle* : c'est cette idée *fondamentale* du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise :

"Nous ne nous passons de fonctionnaires ni dans l'organisation du parti ni dans celle des syndicats..."

Nous ne nous passons pas de fonctionnaires *en régime capitaliste*, sous la *domination de la bourgeoisie*. Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste et manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles.

Là est l'*essence* du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine "bureaucratisation" des fonctionnaires du prolétariat *eux-mêmes* est inévitable.

Kautsky dit en somme ceci : puisqu'il subsistera des employés publics élus, il y aura donc aussi en régime socialiste des fonctionnaires et une bureaucratie ! C'est précisément ce qui est faux. Précisément par l'exemple de la Commune, Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des "bureaucrates", des "fonctionnaires", *au fur et à mesure* que, sans parler de leur électivité on établit *en outre* leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit *en outre* leur traitement à un salaire moyen d'ouvrier, et *qu'en plus* on remplace les organismes parlementaires par des corps "agissants", "exécutifs et législatifs à la fois".

En régime socialiste, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la *masse* de la population se haussera à une participation *autonome*, non seulement aux votes et aux élections, *mais encore* à l'*administration journalière*. En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à tour de rôle et s'habitue vite à ce que personne ne gouverne.

Avec son génial esprit d'analyse et de critique, Marx a vu dans les mesures pratiques de la Commune ce *tournant* que craignent tant et ne veulent pas reconnaître les opportunistes, par lâcheté et parce qu'ils se refusent à rompre définitivement avec la bourgeoisie ; que ne veulent pas voir les anarchistes, soit qu'ils se hâtent trop, soit qu'en général ils ne comprennent pas les conditions dans lesquelles s'opèrent les grandes transformations sociales. "Il ne faut même pas songer à détruire la vieille machine d'État : comment pourrions-nous nous passer des ministères et des fonctionnaires ?" raisonne l'opportuniste et qui, au fond, loin de croire à la révolution et à sa puissance créatrice, en a une peur mortelle.

"Il faut penser *uniquement* à la destruction de la vieille machine d'État ; inutile d'approfondir les enseignements *concrets* des révolutions prolétariennes antérieures, et d'analyser *par quoi* et *comment* remplacer ce que l'on détruit", raisonne l'anarchiste (le meilleur des anarchistes, naturellement, et non celui qui se traîne derrière la bourgeoisie) ; c'est pourquoi l'anarchiste en arrive à la tactique du *désespoir*, et non à une activité révolutionnaire concrète intrépide, inexorable, mais qui tient compte en même temps des conditions pratiques du mouvement des masses.

Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'État ; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète : la Commune a pu, en quelques semaines, *commencer* à construire une machine d'État *nouvelle*, prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des Communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une *esquisse* des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables ; c'est ainsi que nous parviendrons, *en suivant cette voie*, à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les *masses* à une vie nouvelle, placera la *majeure partie* de la population dans des conditions permettant à *tous*, sans exception, de remplir les "fonctions publiques". Et c'est ce qui conduira à l'*extinction complète* de tout État en général.

* * *

Le socialisme international comprend des courants qui se situent plus à droite que celui de Kautsky : les *Cahiers socialistes mensuels* en Allemagne (Legien, David, Kolbe et bien d'autres, y compris les Scandinaves Stauning et Branting) ; les jaoussistes et Vandervelde en France et en Belgique ; Turati, Treves et les autres représentants de l'aile droite du parti italien ; les fabiens et les "indépendants" (l'"Independent Labour Party") en Angleterre, etc. Tous les messieurs qui jouent un rôle considérable et très souvent prépondérant dans l'activité parlementaire et dans les publications du parti, rejettent ouvertement la dictature du prolétariat et pratiquent un opportunisme non déguisé. Pour ces messieurs, la "dictature" du prolétariat "contredit" la démocratie !! Au fond, rien de sérieux ne les différencie des démocrates petits-bourgeois.

Dès lors, nous sommes en droit de conclure que la IIe Internationale, dans l'immense majorité de ses représentants officiels, a entièrement versé dans l'opportunisme. L'expérience de la Commune a été non seulement oubliée, mais dénaturée. Loin d'inculquer aux masses ouvrière la conviction que le moment approche où il leur faudra agir et briser la vieille machine d'État en la remplaçant par une nouvelle et en faisant ainsi de leur domination politique la base de la transformation socialiste de la société, on leur suggérait tout le contraire, et la "conquête du pouvoir" était représentée de telle façon que mille brèches restaient ouvertes à l'opportunisme.

La déformation et la conjuration du silence autour du problème de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'État ne pouvaient manquer de jouer un rôle considérable au moment où les États, pourvus d'un appareil militaire renforcé par suite de la compétition impérialiste, sont devenus des monstres belliqueux exterminant des millions d'hommes afin de décider qui, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, du capital financier anglais ou du capital financier allemand, régnera sur le monde.

POSTFACE DE LA PREMIERE ÉDITION

La présente brochure a été rédigée en août et en septembre 1917. J'avais déjà arrêté le plan du chapitre suivant, le VIIe : "l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917." Mais, en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'écrire une seule ligne de ce chapitre, "empêché" que je fus par la crise politique qui a marqué la veille de la Révolution d'Octobre 1917. On ne peut que se réjouir d'un tel "empêchement". Il est plus agréable et plus utile de faire l'"expérience d'une révolution" que d'écrire à son sujet.